



FRANSABANK
EL DJAZAÏR SPA

Revue presse

Du 01 au 30 Juin 2017

APS- 06/06/2017

L'Algérie en mesure de sortir de la dépendance aux hydrocarbures (responsable FMI)



L'Algérie est en mesure de diversifier son économie en menant "des réformes ambitieuses" pour la rendre moins dépendante aux hydrocarbures, a indiqué mardi à Washington le chef de mission du FMI pour l'Algérie, Jean François Dauphin.

"Nous pensons effectivement qu'avec des réformes ambitieuses, on peut transformer l'économie en la rendant plus diversifiée, moins dépendante des hydrocarbures et en donnant un rôle plus important au secteur privé", a déclaré M. Dauphin dans un enregistrement partagé dans un tweet par le site du FMI, Akhbar Asunduk.

Le responsable du FMI a constaté que "la chute des prix de pétrole il y a trois ans a été très sévère et se fait toujours sentir", en relevant l'importance de "saisir ces défis pour les transformer en opportunités de refonder le modèle de croissance de l'économie algérienne comme les autorités ont l'intention de faire".

"C'est de cette façon qu'on arrivera à assurer une croissance plus pérenne et surtout plus génératrice d'emplois de manière soutenable", a-t-il ajouté. Cela est d'autant plus important étant donné que la population algérienne est composée majoritairement de jeunes, dont "il faut préparer l'avenir", a estimé M. Dauphin.

Le FMI a salué jeudi dernier les efforts menés par l'Algérie pour s'adapter au choc pétrolier en soulignant l'importance des mesures prises en matière d'assainissement des finances publiques et d'amélioration du climat des affaires.

Dans son rapport 2017 d'évaluation de l'économie algérienne, le FMI a suggéré de mettre en œuvre "un dosage équilibré de mesures économiques" et "de réformes structurelles ambitieuses pour assurer la viabilité des finances publiques, réduire les déséquilibres extérieurs et diminuer la dépendance à l'égard des hydrocarbures". Pour faire face à la baisse des recettes pétrolières, l'institution de Bretton Woods a recommandé de recourir à "un éventail plus large de possibilités de financement" de l'économie, y compris "un recours prudent à l'endettement extérieur et la cession d'actifs publics" tout en optant pour un taux de change plus flexible. Des mesures pareilles pourraient "fournir une marge de manœuvre budgétaire pour opérer un ajustement plus progressif et plus propice à la croissance que celui prévu actuellement", a relevé le FMI, estimant nécessaire de poursuivre les réformes pour diversifier l'économie.

APS- 29/06/2017

Les réserves de change à 108 milliards de dollars actuellement

ALGER - Les réserves de change de l'Algérie sont de l'ordre de 108 milliards de dollars actuellement, a indiqué jeudi à l'APS le gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Loukal, en marge du Meeting africain sur l'économétrie qui se tient du 29 juin au 1er juillet à Alger.

Pour rappel, les réserves de change de l'Algérie avaient atteint 114,1 milliards de dollars (mds usd) à fin décembre 2016 contre 121,9 mds usd à fin septembre 2016.

Après de successives et considérables hausses, les réserves de change de l'Algérie ont commencé à connaître un fléchissement depuis 2014 sous l'effet combiné de la baisse des cours pétroliers et d'une hausse des importations.

L'élan que prenait le niveau du matelas de devises fut freiné dès le début 2014 lorsque le niveau des réserves s'approchait de 195 milliards usd à fin mars 2014 mais amorça, par la suite, une tendance baissière en s'établissant à 193,27 mds usd à fin juin 2014, avant de descendre encore à 185,27 mds usd à fin septembre de la même année.

Auparavant, et particulièrement depuis 2006, les réserves de change montaient à hauteur, parfois, de 20 milliards usd annuellement en s'établissant à 77,8 mds usd en décembre 2006, à 110,2 mds usd à fin 2007, à 143,1 mds usd à fin 2008, à 147,2 mds usd à fin 2009, à 162,2 mds usd à fin 2010, à 182,2 mds usd à fin 2011, à 190,6 mds usd à fin 2012 et à 194 mds usd à fin 2013.

Mais l'envolée des importations et la forte chute des cours pétroliers avaient fortement contribué dans l'amenuisement des flux alimentant les réserves de change du pays.

Cependant, M. Loukal avait indiqué, en avril dernier, devant le Conseil de la nation lors de la présentation de son rapport sur la situation économique et financière du pays, que la gestion des réserves de change du pays était "sécurisée".

Par ailleurs, à l'issue de l'adoption du Plan d'action du gouvernement par le Conseil des ministres à la mi-juin en cours, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, a notamment insisté sur la nécessité de "préserver la souveraineté économique" du pays et a instruit le gouvernement "d'éviter le recours à l'endettement extérieur et de contenir encore davantage le volume des importations de biens et services à l'effet de préserver les réserves de change du pays".